Disparitions forcées

1. Qu'est-ce qu'une disparition forcée ?

Dans l'article 2 de [la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées](#), les termes de « disparition forcée » sont définis comme :

L'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi.

La Convention a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 Décembre 2006 et est conçue comme un instrument juridiquement contraignant contre les disparitions forcées¹. Jusqu'ici, 96 Etats ont signé la Convention et 56 l'ont ratifiée, dont la Suisse en décembre 2016. Le Guatemala a quant à lui signé la Convention, mais ne l'a pas encore ratifiée². Le développement de cette Convention est le résultat de plus de 30 ans d'efforts de la part des experts des droits humains, afin de mettre en place de nouveaux éléments constitutifs de l'infraction dans le droit international³.

Comme les victimes de disparitions forcées se retrouvent hors de tout cadre légal et juridique elles courent le danger d'être torturées et assassinées en toute impunité. En outre, les victimes ne sont pas uniquement les personnes enlevées, mais aussi leurs familles. L'incertitude permanente de ne pas savoir si leur proche est encore en vie ou non, et l'absence de lieux de mémoire et de rite funéraire sont décrits par les familles comme de la torture psychologique⁴. La disparition forcée constitue ainsi une violation grave des droits humains et est systématiquement considérée comme un crime contre l'humanité⁵.

2. Disparitions forcées au Guatemala

Selon la *Comisión para el Esclarecimiento Histórico* (CEH, Commission pour la clarification historique), qui a enquêté sur les événements lors de la guerre civile au Guatemala (1960-1996), il y a eu au cours de cette période environ 45'000 cas de disparitions forcées. La Commission en a conclu qu'il s'agissait d'une pratique méthodique des Services de renseignements guatémaltèques. Les victimes de ces pratiques étaient par exemple des agriculteurs, des dirigeants de mouvements sociaux et de mouvements étudiants, des professeurs, des responsables politiques ou encore des membres de communautés religieuses⁶. Vingt ans après la signature du traité de paix, les crimes de cette époque commencent à peine à être jugés. En effet, une grande partie des responsables doivent encore être identifiés, les victimes n'ont bénéficié d'aucune réparation et beaucoup de gens demeurent traumatisés⁷.

¹ <http://www.humanrights.ch/fr/droits-humains-internationaux/onu-traites/disparitions/>

² https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IV-16&chapter=4&clang=_en

³ <http://gewaltsames-verschwindenlassen.de/basisinformationen/tag-der-verschwundenen>

⁴ <http://www.geschichte-menschenrechte.de/schluesselfeldtexte/konvention-gegen-das-verschwindenlassen/>

⁵ <https://trialinternational.org/topics-post/enforced-disappearance/>

⁶ <http://famdeguagt.blogspot.ch/>

⁷ <https://ziviler-friedensdienst.org/de/aktuelles/guatemala-vergangenheitsarbeit-ein-zukunftsprojekt>